

# L'économie de la connaissance et les politiques migratoires : La France peut mieux faire



Entretien avec E.M. MOUHOUD

**D**ans le contexte actuel de mondialisation, la course à l'innovation et le développement de l'économie de l'information nécessitent un capital humain considérable. Les grands pays industrialisés ont donc recours au « stock mondial de capital humain » et les migrations de savoir se posent ainsi comme enjeu de croissance. Comment repenser les politiques migratoires à l'aune de cette nouvelle donne sans priver les pays en développement de leurs élites ?

E.M. Mouhoud répond à *Pro Asile*.

## France terre d'asile :

**Qu'entend-on par « économie de la connaissance » ?**

**E.M. Mouhoud :** C'est la combinaison de trois composantes : la première, c'est la montée dans les sociétés industrialisées de ce que l'on appelle le capital humain, c'est-à-dire la part de l'éducation et de la formation dans les processus de production. Deuxième composante, les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui sont un catalyseur important du développement de l'économie de la connaissance dans la mesure où elles favorisent la circulation et la diffusion de l'information. La troisième,

c'est la montée des dépenses de recherche et développement et de l'innovation comme facteur dominant de la compétition entre les entreprises et entre les pays à l'échelle internationale. Alors qu'au 19<sup>ème</sup> siècle le progrès se caractérisait par un accroissement de la part du capital tangible ou matériel au sein des facteurs de production, la croissance a changé de nature au cours des dernières décennies. Elle s'explique désormais en grande partie par le développement du capital immatériel (ou intangible) dont le stock en volume a dépassé celui du capital matériel depuis les trois dernières décennies. Les économies qui sont entrées dans le stade de l'économie de la connaissance

ont besoin de faire fonctionner ces trois composantes de manière efficace pour pouvoir produire des biens nouveaux. L'économie de la connaissance est très vorace en compétences, en savoir-faire non routiniers, en « *manipulateurs de symboles* » pour reprendre l'expression de Robert Reich, et pas seulement en personnes capables d'exécuter des tâches dans l'industrie ou les services et de fabriquer des biens. La lutte, c'est pour les concepteurs, la recherche et développement, le marketing, pour toutes ces fonctions fondamentales qui permettent aux groupes de se positionner dans la course qu'ils se mènent à l'échelle mondiale pour l'innovation et donc pour les parts de marché.

**Quelle place les migrations tiennent-elles dans cette économie de la connaissance ?**

**E.M.M :** Il ne s'agit pas seulement de faire la course à l'innovation par la recherche et développement, ce serait insuffisant, ni d'être bien équipé en technologie de l'information et de la communication. Il faut surtout avoir les compétences nécessaires pour transformer l'information qui circule à un moindre coût et qui ne vaut rien, presque rien, si elle n'était pas



E.M. Mouhoud est professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine et directeur du Groupement de recherches international du CNRS DREEM (développement des recherches économiques internationales euroméditerranéennes).

## « Les universités qui ne recrutent pas d'étudiants étrangers seront amenées à dépérir et les économies ne seront plus capables d'innover »

transformée en nouvelles connaissances. Or pour la transformer en nouvelles connaissances, il faut des gens éduqués, des chercheurs etc.... Comme ils sont insuffisants au niveau domestique, il faut recourir au stock mondial de capital humain, d'où les efforts des grands pays industriels d'attractivité des qualifiés et des « talents » dans les migrations internationales. Ces facteurs d'appel (ou pull) des migrations internationales se sont renforcés depuis les dernières décennies. L'augmentation du nombre de migrants qualifiés dans les pays de l'OCDE<sup>1</sup> en témoigne : leur nombre a progressé de 50 % depuis les années quatre-vingt-dix.

### Ces facteurs d'appel expliquent-ils seuls l'augmentation du nombre de qualifiés dans les migrations internationales ?

**E.M.M :** Un autre facteur explique cette montée du niveau de qualification dans la composition des migrations internationales, c'est l'aspect mécanique de l'augmentation du stock de capital humain dans les pays en développement. Dans les pays du Sud, le nombre de diplômés a explosé. C'est un effet mécanique de la décolonisation : s'il existe un domaine dans lequel les Etats de ces pays ont été contraints de répondre à l'aspiration des peuples, c'est bien celui de l'éducation et ils ont produit des élites en masse. Mais comme ils ne peuvent pas absorber

l'ensemble des compétences qu'ils ont mis sur le marché pour des raisons de développement, les jeunes diplômés ont comme destinée, on l'a vu notamment dans les pays arabes, soit le déclassement interne - dans des travaux peu qualifiés (chauffeur de taxi, restauration ...) -, soit l'expatriation. Ils aspirent à émigrer pour augmenter leurs chances de trouver un emploi à la hauteur de leur qualification et pour obtenir des rémunérations correspondant à leurs besoins et à leur niveau d'investissement dans l'éducation. Ce sont des facteurs *push*, ou facteurs répulsifs, qui poussent les individus à émigrer. Le troisième élément qui explique la montée des qualifiés dans les migrations internationales, c'est ce que l'on appelle un effet d'autosélection des migrants.

### C'est-à-dire ?

**E.M.M :** Les migrations sont extrêmement coûteuses pour les migrants des pays pauvres. Pour obtenir un visa, il faut déboursier l'équivalent de 10 % du PIB par habitant d'un pays en développement, c'est énorme ! Avec l'accroissement du coût de mobilité, on observe que seuls les plus qualifiés peuvent partir. Ils amortissent plus facilement les coûts de mobilité parce qu'ils ont des réseaux

<sup>1</sup> Organisation de coopération et de développement économique.

# L'économie de la connaissance et les politiques migratoires : La France peut mieux faire

Entretien avec E.M. MOUHOUD

« En réalité les migrants viennent très peu des pays pauvres ; le taux d'expatriation (part des migrants à l'étranger sur la population du pays de départ) des pays pauvres est extrêmement faible. »

transnationaux et peuvent participer à des programmes internationaux d'étudiants. Les moins qualifiés accèdent très difficilement, parfois au prix de leur vie, à l'émigration. Ils sont verrouillés sur place ; il leur reste les voies clandestines, mais il faut alors qu'ils aient de l'argent... On assiste ainsi depuis une quinzaine d'années à un accroissement de l'investissement dans l'éducation par des jeunes des pays du Sud pour augmenter leurs chances de partir. D'une certaine manière, on étudie pour pouvoir émigrer. C'est une causalité qui s'est inversée : si je veux augmenter mes chances d'émigrer, il faut que je sois diplômé. Plus je suis diplômé, plus je peux augmenter mes chances d'émigrer. D'où une surreprésentation des migrants qualifiés dans les migrations internationales. C'est cela l'effet d'auto sélection.

Pour les femmes le problème se pose avec encore plus d'acuité. Elles subissent des barrières supplémentaires liées au respect des structures patriarcales. L'éducation représente pour elles un double passeport vis-à-vis de leurs familles et en termes de réduction des coûts d'émigration. C'est la raison pour laquelle leur nombre a augmenté dans les flux de migrations internationales (plus de 50 % des migrants internationaux sont aujourd'hui des femmes). Elles sont aussi surreprésentées parmi les migrants qualifiés.

**Donc prétendre que la France et les pays développés en général accueillent toute « la misère du monde » est une idée fausse ?**

**E.M.M :** En réalité les migrants viennent très peu des pays pauvres ; le taux d'expatriation (part des migrants à l'étranger sur la population du pays de départ) des pays pauvres est extrêmement faible. Les migrants viennent plutôt de pays à revenus intermédiaires comme la Chine, l'Inde, les pays du sud et de l'est de la Méditerranée ou les pays d'Amérique du Sud. Mais quand on décompose les taux d'expatriation par niveau de qualification, on observe que les pays pauvres envoient surtout les qualifiés. La fuite des cerveaux les touche très fortement et spécifiquement. Les taux d'expa-

« Ceux qui perdent dans la fuite de cerveaux ce sont les pays les plus pauvres qui sont victimes d'une trappe au sous-développement. »

triation des qualifiés sont souvent supérieurs à 30 % dans les pays pauvres alors qu'ils atteignent environ 5 à 10 % dans les pays à revenus intermédiaires.

**Cet exode des cerveaux est-il un frein ou un gain pour le développement des pays du Sud ?**

**E.M.M :** La nouvelle vague de recherche des économistes à propos de ce que l'on appelle le « brain drain » ou « la fuite des cerveaux » est plutôt pragmatique. Les résultats sont nuancés : les effets négatifs ou positifs dépendent des seuils du taux d'expatriation. Quand vous êtes un pays à revenu intermédiaire - la Chine, l'Inde ou même un des pays du sud de la Méditerranée - et si votre taux d'expatriation n'excède pas 10 à 15 %, les effets seront positifs. Le gain sera supérieur à la perte pour trois raisons : premièrement, les migrants de retour vont transférer des compétences qui permettront d'améliorer le système d'éducation. Deuxièmement, les transferts d'argent des migrants qualifiés vers les pays de départ sont élevés et permettent aux ménages d'envoyer les enfants à l'école plutôt qu'au travail, ce qui a un effet positif sur l'éducation. Et troisièmement, c'est l'effet d'incitation : si je veux émigrer il faut que j'investisse dans l'éducation, et si tout le monde veut investir dans

l'éducation le niveau d'éducation augmente. Mais quand le seuil de 15 à 20 % d'expatriation de qualifiés est dépassé (par exemple Haïti affiche un taux d'expatriation de qualifiés de près de 70 %) - et que ce taux peut atteindre des niveaux extrêmement élevés pour certaines professions comme les médecins - dans ce cas les effets peuvent être dramatiques. Ceux qui perdent dans la fuite des cerveaux ce sont les pays les plus



pauvres qui sont victimes d'une trappe au sous-développement : plus vous envoyez une part significativement élevée de vos diplômés à l'étranger, moins vous avez de qualifiés et moins vous pouvez attirer des investissements directs étrangers. Vous allez concourir positivement à l'attractivité, à la compétitivité des autres, des pays riches, mais pour vous, la perte est élevée.

### Que faire pour minorer ces pertes ?

**E.M.M :** Il faut réparer et partager les bénéfices de la fuite des cerveaux. Je préconise une taxe sur la fuite des cerveaux mais, à la différence de la proposition de l'économiste Jadish Baghwatti, je ne pense pas que cela soit au migrant de l'acquitter. L'aide au développement devrait être augmentée pour les pays pauvres qui subissent le préjudice de la fuite des cerveaux, au prorata du préjudice subi. La littérature économique récente a montré que tout le monde ne gagne pas et que tout le monde ne perd pas à la fuite des cerveaux et qu'il faut donc compenser ceux qui perdent. Il faut une politique pragmatique, qui va davantage toucher les pays pauvres que les pays à revenus intermédiaires.

### À vous entendre on a le sentiment que les économies mondiales n'ont plus besoin de migrants non qualifiés. C'est le cas ?

**E.M.M :** Pas du tout ! L'attractivité des compétences n'est pas contradictoire avec le fait que les besoins en matière de migration se font sentir à toutes les échelles de la qualification. Dans les pays industrialisés il y a des métiers en tension pour lesquels l'immigration va jouer un rôle à court ou moyen terme au moins. Les besoins dans les services, dans les entreprises du bâtiment, dans les travaux

publics, sont énormes. Si vous regardez la carte régionale des offres et des demandes d'emploi en France vous avez des zones d'emploi, 40 % à peu près, qui sont en situation de difficulté de recrutement. L'opposabilité de la situation de l'emploi est un carcan parce qu'elle empêche les entreprises d'employer plus facilement la main-d'œuvre dont elles auraient besoin. En France, 75 % des emplois sont dans les services, dont 33 % dans les services aux personnes et là, il y a des difficultés de recrutement. Le besoin en personnes non qualifiées, peu ou moyennement qualifiées est aussi important que les besoins en qualifiées. Mais ce ne sont pas les mêmes ressorts et il ne faut pas les opposer, contrairement à ce que l'on pense. Une économie qui n'aurait qu'une politique d'immigration sélective en faveur des qualifiés n'aurait pas atteint son objectif d'attractivité. Une économie c'est un tout. Raisonner en termes de besoins de l'économie c'est regarder tous les besoins de l'économie.

### Comment expliquer au grand public que la France, qui compte plus de 10% de chômeurs, a besoin d'immigration ?

**E.M.M :** Ce n'est pas parce qu'on aura recouru à l'immigration qu'on aura réglé les problèmes du marché du travail, les deux choses sont différentes. Mais ce n'est pas parce qu'on a 10 % de chômeurs, qu'on ne peut plus recruter d'immigrés. Si on voulait que les natifs remplacent les immigrés, il faudrait une politique de formation, de qualification, d'augmentation des salaires pour tous les métiers en tension. Si on voulait remplacer les femmes de ménage maliennes qui font les ménages dans les bureaux à 5 heures du matin par des femmes de ménage françaises, il faudrait multiplier par trois les salaires et encore, les Françaises

n'accepteraient pas ces emplois car ils sont extrêmement pénibles. Il y a une série d'emplois qui ne sont pas en concurrence avec les natifs, mais en complémentarité avec eux.

### Pourquoi la France aurait-elle besoin d'immigration de savoir ?

**E.M.M :** Les universités qui ne recrutent pas d'étudiants étrangers, ne reçoivent ni ne produisent des docteurs étrangers, seront amenées à déperir. Les économies ne seront plus capables d'innover. Quand les compétences arrivent, elles créent des capacités d'échanges internationaux remarquables. Les étrangers qui restent dans le pays d'accueil réinvestissent dans le pays d'orig-

« L'attractivité ne se résume pas à offrir un visa aux qualifiés ou aux étudiants, ça nécessite d'investir dans une véritable politique d'accueil, d'emblée progressive. »

ine, ce qui entraîne les économies nationales et celles des pays d'accueil. Plus des deux tiers des étudiants étrangers qui viennent étudier dans les universités américaines restent aux USA. Ils travaillent sur le marché américain dans la recherche et l'innovation, la conception, l'informatique, les nouvelles technologies de la communication... C'est parce qu'ils ont cette manne mondiale de gens qualifiés, compétents, que la ré-industrialisation des Etats-Unis est possible. Ce n'est pas seulement

# L'économie de la connaissance et les politiques migratoires : La France peut mieux faire

Entretien avec E.M. MOUHOUD

parce qu'ils ont du gaz de schistes ou davantage de compétitivité...

## Que faut-il pour attirer des compétences ?

**E.M.M :** Il faut mettre les moyens, c'est ce que font les pays qui en attirent le plus : les États-Unis, le Canada ou encore le Royaume-Uni. Il faut savoir accueillir les qualifiés, leur donner des perspectives, ce que ne fait pas la politique française des dix dernières années. Si on leur dit « vous venez, vous avez le droit d'être là pendant trois ans, de renouveler votre séjour une fois et puis vous repartez », vous n'offrez pas de perspectives aux jeunes. Ils viendront chez vous si vous leur dites qu'ils auront une possibilité d'emploi correspondant à leurs diplômes et qu'ils auront des perspectives de citoyenneté, qu'ils pourront faire des projets d'investissement sur place. L'attractivité ne se résume pas à offrir un visa aux qualifiés ou aux étudiants, ça nécessite d'investir dans une véritable politique d'accueil, d'emblée progressive. Les migrants qualifiés doivent tout de suite savoir sur quoi ils peuvent déboucher à moyen terme. Est-ce qu'ils débouchent sur la citoyenneté au bout de 3 ou 5 ans, comme aux USA ou au Canada ? Est-ce qu'ils débouchent sur le marché du travail ? C'est cela qui fait la différence entre les pays qui ont des capacités d'attraction des compétences.

## Quelle politique plus spécifique préconisez-vous pour les étudiants étrangers en France ?

**E.M.M :** Il faudrait avoir une politique beaucoup plus active qui facilite les passerelles des étudiants vers le marché du travail comme le font les Américains. Et offrir une stabilité de statut avec des cartes de travail d'au moins 10 ans, si ce n'est des cartes

« Une politique d'immigration efficace, c'est une politique qui regarde les intérêts du pays d'accueil, du pays de départ et des migrants eux-mêmes. »

à durée indéterminée. Des statuts de long terme leur donneraient des possibilités d'investir, d'avoir des perspectives, de se projeter dans l'avenir, d'être plus efficace. Ce serait gagnant-gagnant. Gagnant pour le pays d'accueil, gagnant pour le migrant, gagnant pour le pays d'origine. Aujourd'hui leurs statuts précaires et les pouvoirs discrétionnaires des préfets mettent les étudiants dans des situations telles qu'ils n'ont pas envie de rester. Des étudiants qui repartent après leurs études, comme la loi Guéant les y a obligés, c'est inefficace et stupide du point de vue de l'efficacité économique : la France investit dans leur éducation et se coupe de la possibilité de les utiliser. C'est mauvais pour les étudiants qui sont privés d'expériences professionnelles, et c'est mauvais pour les pays de départ qui accueillent des diplômés non formés qu'ils ne peuvent pas utiliser. C'est donc une triple perte qu'il convient de remplacer par un triple gain. Il faut diversifier les étudiants en les faisant venir du monde entier, se pencher sur la modulation des droits d'inscription dans les universités et surtout offrir des perspectives d'insertion sur le marché du travail, de citoyenneté, ou de statut de long terme. Si la France ne fait pas cela, elle ne sera pas attractive pour ceux qui ont le choix d'aller où ils veulent. Elle accueillera ceux qui sont dépendants de leurs réseaux et qui sont moins capables de prendre des risques.

## Dans quelle mesure une réorientation de la politique d'immigration telle que vous la décrivez peut convenir en période de crise ?

**E.M.M :** Une politique d'immigration efficace, c'est une politique qui regarde les intérêts du pays d'accueil, du pays de départ et des migrants eux-mêmes, et ça, c'est la politique du triple gain. Ce n'est pas la situation de crise économique ou de chômage qui peut limiter cela, au contraire ! Ça peut être une source pour la reprise, ce n'est pas l'unique source - sûrement pas - mais c'est une des sources de la reprise. Quand on regarde les USA, la capacité de la *Recovery*, - la relance - est très largement fondée sur cette dynamique créée par cet afflux de qualifiés et de chercheurs. En France, ce qui va dans le bon sens c'est le visa de circulation pour les chercheurs. Cela va dans le bon sens, mais ce n'est pas suffisant. ■